

9

# ÉLOGES

DE

## LUKÁCS, DE MIGNET ET DE THIERS

PRONONCÉS A L'ACADÉMIE HONGROISE.

PAR S. E. M. AUGUSTE TRÉFORT

MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES.

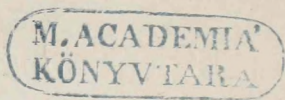
TRADUCTION DE M. ARÁNYI



BUDAPEST,

GAZETTE DE HONGRIE

KÖNYVTÁRSZEMELTETÉS  
1885.  
GRILL KÁROLY  
KÖNYVKERESKEDESE  
BUDAPEST  
DOROSZTIA UTCA



TOUS DROITS RÉSERVÉS

ÉLOGES  
DE  
LUKÁCS ET DE MIGNET

PRONONCÉS A L'ACADÉMIE HONGROISE.

PAR S. E. M. AUGUSTE TRÉFORT  
MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE ET DES CULTES.

TRADUCTION DE M. ARÁNYI



BUDAPEST,  
GAZETTE DE HONGRIE  
1885.



M. ACADEMIA'  
KÖNYVTÁRA

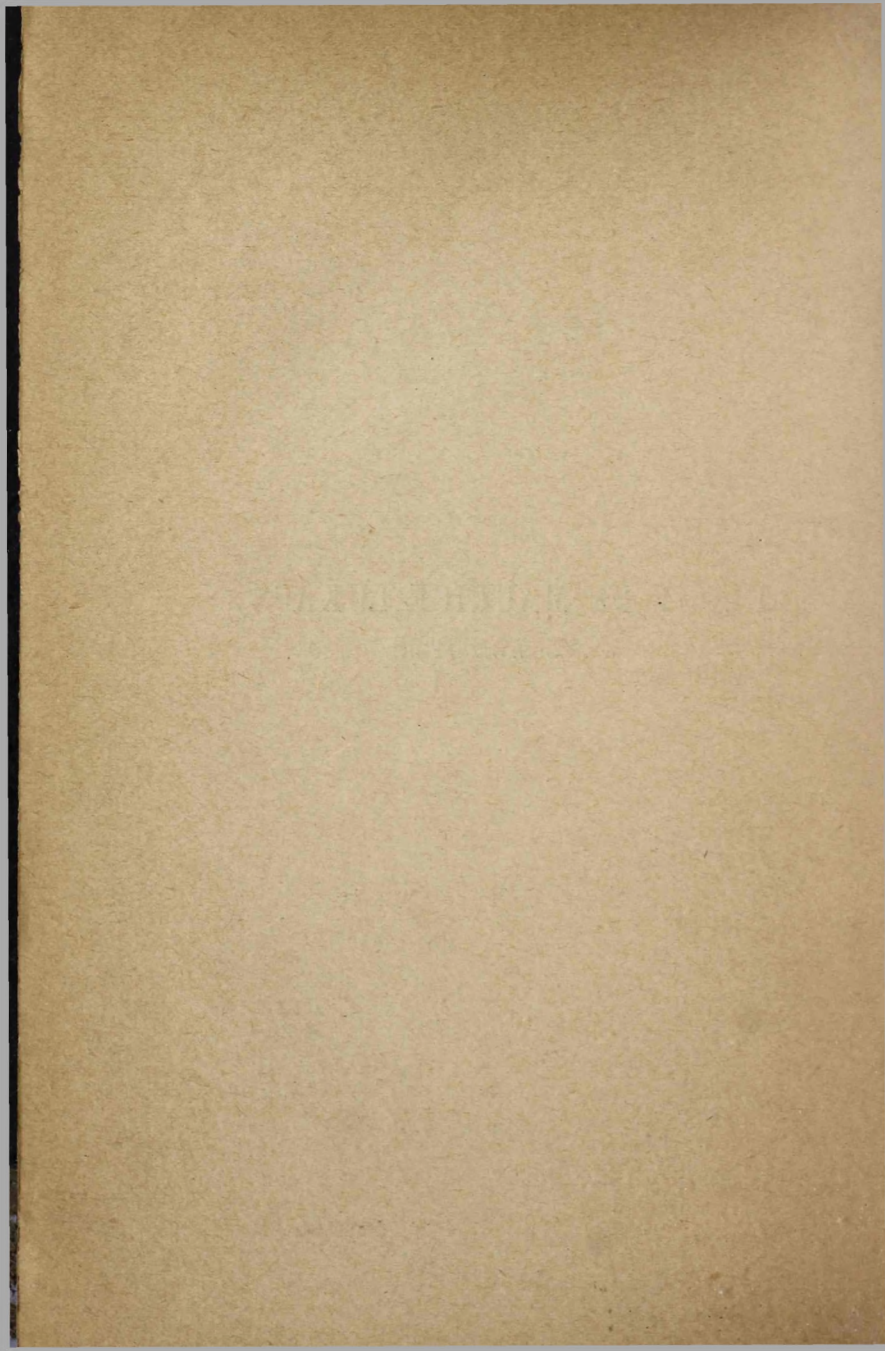
TOUS DROITS RÉSERVÉS

Imprimerie de la Société Pallas.



# ÉLOGE DE MAURICE LUKÁCS

PAR AUGUSTE TRÉFORT





C'était en 1834, par un beau jour de printemps, que je vis pour la première fois Maurice Lukács. Le casino national était à cette époque non-seulement un lieu d'agrément, mais encore une sorte d'école du progrès, telle que le comte Etienne Széchényi, qui connaissait mieux que personne la nature et les conséquences de l'association l'avait conçue, et qu'il sut administrer et conserver dans ce sens.

C'est dans cette association, que les représentants des diverses classes de la société se sont donné rendez-vous et ont pu établir entre eux des rapports. Les comtes opulents, fiers de leur nom, les propriétaires appartenant à la noblesse moyenne, les hauts fonctionnaires et les juges, les représentants de la bourgeoisie, les gros négociants, les avocats, les hommes de lettres, les jeunes gens intelligents, qui étaient censés ne pas venir au Casino pour jouer aux cartes et au billard, mais pour profiter de la bibliothèque qui s'y trouve, étaient admis au Casino national, à titre d'hôtes, sans payer de cotisation.

Le casino ne négligeait pas les nobles plaisirs; il organisait des concerts, et jamais un artiste distingué



n'est venu à Budapest sans se faire entendre dans ses salles.

Les membres du Casino et leurs familles avaient droit d'entrée à ces soirées musicales; en outre on distribuait encore un grand nombre de billets de faveur. Lorsque j'étais étudiant en droit de première année, je reçus un jour un de ces billets d'entrée, et, tandis que j'écoutais la musique, un jeune homme maigre et de mauvaise mine attira mon attention.

Au lieu de rester assis comme les autres, il se promenait de long en large, et j'eus tout lieu de croire qu'il n'était pas un invité, mais bien un des maîtres de la maison. Quelque temps après, je rencontrai de nouveau cette figure. Cependant, étant revenu de mon premier voyage, au mois de février 1837, je fus introduit dans le casino et fis enfin connaissance avec mon personnage par l'intermédiaire du comte Ladislas Serényi. Ce jeune homme n'était autre que Maurice Lukács qui me présenta quelques jours après à Ladislas Szalay.

Depuis ce jour, et il y a de cela 43 ans, j'ai appris à connaître Maurice Lukács, et il s'est établi entre nous des rapports qui, selon les circonstances, ont été plus ou moins fréquents, mais qui ont toujours eu un caractère de sympathie, voire même d'intimité.

C'est surtout de 1837 à 1848 que j'ai eu des relations suivies avec Maurice Lukács; et je puis dire que pendant cette époque nous avons vécu ensemble, nous avons lutté en commun, nous nous sommes tendu la

main l'un à l'autre, et c'est pourquoi j'ai osé prononcer ici son éloge, croyant payer par là le tribut d'estime et d'amitié que je professe pour lui. Je crois qu'en mentionnant les événements auxquels nous avons tous deux été mêlés, je serai en état de peindre plus fidèlement quelques faits historiques d'une époque passée, que ceux qui ne la connaissent que par tradition. Il me sera peut-être donné par-là de faire ressortir le mérite d'un homme dont toute société aurait été en droit d'être fière, et dont notre assemblée célèbre aujourd'hui la mémoire. Cet homme possédait des talents et des qualités qui feraient honneur aux membres les plus distingués d'une société scientifique. Il avait l'esprit académique, le sentiment humanitaire développé au plus haut degré, dans le sens de l'humanitarisme de Herder.

Je puis dire de Lukács que j'ai rarement vu parmi les nombreuses relations que j'ai pu avoir dans ma carrière, d'homme qui fût resté aussi fidèle à lui-même pendant une période de 40 ans. Je ne veux pas dire par-là que ses opinions n'aient jamais changé. Lukács était trop intelligent, et il avait trop d'esprit pour ne pas s'instruire aux événements et se laisser influencer par les idées nouvelles. Modifier ses opinions après de nouvelles études et selon les expériences que l'on a faites, c'est loin d'être une faute, c'est une vertu.

Je veux seulement indiquer qu'au fond, la sensibilité du cœur et la manière de penser de Lukács n'ont pas changé.

Il était sans préventions humanitaires, et malgré



cela sceptique; il était convaincu que le sort des hommes ne dépend pas de la forme politique; il n'a jamais attaché autant d'importance à la politique que ceux qui y ont joué ou aimeraient à y jouer un rôle. C'est pourquoi, bien qu'il fût attaché étroitement au libéralisme, il a su rester en meilleurs termes avec les conservateurs et les hommes de la révolution. En présence des convictions différentes, mais toujours sincères des divers partis, il se demandait souvent : *Ubi est veritas?* (Où est la vérité?)

A ce genre d'hommes n'appartiennent pas les hommes d'action. Les premiers ne possèdent pas même l'ambition qui anime les autres.

Bien que Lukács ait peu écrit, il avait le tempérament des écrivains, il était un «litterarry gentleman» par excellence.

Son cœur était sensible et tendre; il a su aimer, et à l'amitié s'est uni le sentiment du devoir qui exigeait de lui le sacrifice de sa propre personne. Dans sa jeunesse, il s'est attaché à sa mère et lui a sacrifié son existence; plus tard, parvenu à l'âge mûr, il s'est marié, et bien qu'il fût malade pendant des années, il s'est sacrifié à sa femme.

Je suis persuadé que si Maurice Lukács n'avait pas été obligé de passer une grande partie de sa vie à faire le garde-malade, son champ d'action aurait été beaucoup plus étendu, et il aurait beaucoup plus produit, car il avait amassé assez de matériaux pour en faire des œuvres considérables. Cependant, il n'a jamais cherché à les faire valoir. Il a beaucoup appris, car son



principal but était de cultiver son esprit, «la culture de soi-même» comme il l'entendait.

C'est un trait caractéristique de son esprit et de son cœur.

Il était original, car il était rare; c'était une figure que l'on rencontre plus souvent chez des peuples plus développés au point de vue de l'esprit et de la richesse, figures qui se distinguent surtout par leur amabilité, car elles sont, pour ainsi dire, le parfum de la société spirituelle, du monde qui aime la conversation sérieuse et qui s'occupe de progrès.

Dans une de ses conférences, Lukács nous dit: «Le savoir n'est pas le seul but dans les sciences, mais l'étude; c'est là que nous trouvons des consolations, des distractions dans les peines de la vie. L'étude des sciences trouve sa récompense en elle-même et non pas dans le succès.

Je n'ai pas l'intention de faire ici la biographie de Maurice Lukács; je ne veux que mentionner quelques traits principaux.

Lukács naquit le 5 septembre 1812 à Pesth. Il fut élevé et instruit dans la propriété de ses parents, à Brestovác, comitat de Temes. En 1831, il fut nommé sous-notaire honoraire du comitat de Krassó, puis il vint en 1832 à Pesth et se livra à des études littéraires.

Pour se conformer aux vœux de ses parents, il accepta en 1836 la place de sous-notaire du comitat de Pesth; cependant il ne tarda pas à donner sa démission par suite de la mort de son père. Depuis cette époque

jusqu'en 1848, il ne s'occupa que de sciences et de littérature.

Lukács, comme je l'ai déjà dit, n'était pas un homme d'action, mais il possédait un vif sentiment pour tout ce qui est bon, beau et salubre; et quand ses amis voulaient introduire quelque innovation, ils finissaient toujours par le gagner à leur cause, en le persuadant, et malgré une certaine hésitation de sa part.

C'est le cas qui se produisit en 1838, lors de la fondation du Cercle artistique.

Nos églises de style gothique et roman prouvent que nous ne manquions pas de goût à cette époque: les églises furent nos musées, et les fidèles lorsqu'ils adressèrent leurs prières au ciel, ont pu sentir l'influence de l'art.

Les époques plus rapprochées de nous furent moins favorables aux arts décoratifs. L'époque de la stagnation, qui commença avec le règne de François I<sup>er</sup>, ne fut favorable à aucun progrès, et l'art fut négligé. Le prince Eszterházy avait bien une superbe galerie de tableaux; mais comme cette collection se trouvait à Vienne, elle n'exerçait sur nous aucune influence, et sa composition ne répondait pas même à nos besoins. Mgr Pyrker, archevêque d'Eger eût le mérite d'apporter de Venise une petite collection de tableaux; comme cette collection fut conservée à Eger, dans le palais de l'archevêché, peu de personnes purent la visiter. Nos relations avec l'étranger, et même avec Vienne étaient plus restreintes que maintenant; le voyage de Vienne était regardé alors comme une sorte



d'entreprise, et peu de Hongrois ont pu connaître les collections viennoises.

L'art n'avait donc de véritable intérêt que pour ce petit nombre de voyageurs qui allèrent à l'étranger, surtout en Italie, qui purent en admirer les nombreux chefs d'œuvre et remarquer quel grand rôle l'art joue dans la vie des peuples.

Nous autres jeunes gens, qui avions fait des voyages à l'étranger, nous étions plus que surpris, nous étions péniblement affectés de voir la pauvreté de notre pays sous le rapport des beaux-arts, et nous examinions alors longuement ce qu'on devait faire pour réveiller et propager ce sentiment de l'art dans le public hongrois. Le réformateur le plus hardi n'aurait osé demander l'intervention de l'Etat, car un Etat hongrois, dans le sens d'aujourd'hui, n'existait pas, et il aurait été impossible de procurer par souscription publique de grandes sommes, dans un pays aussi pauvre en capitaux que la Hongrie. C'est pourquoi, suivant l'exemple de Vienne et de l'étranger, nous fîmes la proposition de fonder un cercle artistique. Maurice Lukács se joignit à nous ; il se mit à l'œuvre avec ardeur et contribua par ses écrits et par ses actes à réveiller le goût du public. Nos peines ne sont pas restées sans résultat.

Le cercle artistique s'est donc fondé ; il a organisé des expositions, il a distribué des estampes, etc., et Lukács pouvait dès 1845 écrire à l'*Augsburger Allgemeine Zeitung* : l'art a pris chez nous, dans ces dernières années, un développement satisfaisant ; il faut l'attribuer principalement aux efforts du Cercle artistique.



Au moyen des expositions annuelles, du tirage des tableaux achetés, de la distribution des estampes, ce cercle a su réveiller le sentiment artistique caché; il a su guider dans la vraie voie les talents qui s'ignoraient encore.

Les progrès que la Hongrie a faits dans ce sens depuis la fondation de la Société, se font sentir d'une manière évidente, si nous comparons actuellement les tableaux hongrois, quant au nombre et à la valeur, à ceux que nous avons vus dans les premières expositions, qui se composaient surtout de tableaux étrangers.

Ces tableaux étaient pour la plupart les œuvres d'artistes étrangers; il n'y en avait qu'une petite partie qui fût le produit d'artistes hongrois et qui eût quelque valeur artistique. Pendant la dernière exposition, le tiers des tableaux était déjà l'œuvre des Hongrois, et nous avons pu y distinguer beaucoup de produits remarquables. Plus de 250 tableaux avaient été exposés, dont quatre-vingts appartenaient à nos peintres.

Il faut considérer comme le plus grand obstacle au développement de l'art hongrois, continue Lukács dans la lettre mentionnée, l'absence de collections qui servent à éclairer le goût du public, à influencer et à diriger en même temps les talents indécis. La seule galerie qui mérite d'être signalée est celle du Musée national. J'espère que l'on ne taxera pas d'immodestie, le vœu que j'ai formé, comme tout ami de l'art, de voir la collection remarquable de tableaux du prince Eszterházy transportée de Vienne à Budapest. Ce pieux

désir a été accompli, ainsi qu'une foule de choses salutaires que les réformateurs les plus hardis n'ont considérées que comme «pieux désir».

Une nouvelle vie artistique commence avec la fondation de la Société.

L'affaire une fois lancée a marché, mais ce cercle restreint qui avait donné l'impulsion, s'efforçait par d'autres moyens de faire avancer le progrès en Hongrie, en préparant la réforme politique.

Au milieu de la stagnation générale qui a régné en Hongrie vers 1840, sous le rapport de l'économie, de la politique et de la science, il faut regarder comme une apparition bienfaisante le développement de la littérature hongroise. La presse quotidienne commença aussi à prendre un nouvel essor à l'aide des poètes et des nombreux écrivains politiques de ce temps.

Cependant il n'existait aucune relation entre la vie sociale, les savants ou les littérateurs. La masse du public puisait ses renseignements dans l'*Augsburger Allgemeine Zeitung*; les classes intelligentes qui savaient le français et l'anglais lisaient la *Revue des Deux-Mondes* et les revues anglaises. Nous possédions pourtant déjà la *Revue scientifique* et d'autres publications, mais les articles qu'elles contenaient ne traitant spécialement que de sujets hongrois dont la forme et l'esprit étaient vieillis; leur influence fut médiocre et le nombre de leurs lecteurs très-restreint.

La méthode qui fleurissait déjà en Angleterre et en France, et qui était appelée à diriger les esprits, n'était pas encore employée dans la littérature hongroise.



Trois hommes se sont donc réunis, Ladislas Szalay, le baron Eötvös et moi, pour fonder une revue dont l'objet était de propager les progrès de la science et des idées au moyen d'essais, comme on le pratiquait en Angleterre. Mais avant de faire part de notre intention au public, nous résolûmes d'acquérir à notre collaboration Maurice Lukács. C'était un des écrivains les plus capables de traiter ce genre de littérature. Maurice Lukács, après bien des hésitations et des doutes sur la réussite de notre plan, finit par accepter notre proposition.

Le premier fascicule de la *Budapesti Szemle* parut donc au mois de janvier 1840. Lukács y débuta par un article sur le magnétisme; dans la seconde publication, il écrivit sur les théories du droit pénal. Le magnétisme et le code pénal sont des sujets bien hétérogènes, et l'on serait en droit de demander quelle idée Lukács a eu de les traiter. Tous les mouvements qui se produisent dans les pays occidentaux exercent une certaine influence sur notre pays.

Le magnétisme animal, avec sa valeur scientifique et les contes qui l'entourent, était en 1830 déjà à l'ordre du jour. Nous avions aussi des magnétiseurs, des malades magnétiques et des médecins qui se servaient du magnétisme. La magicienne de Prévost et la prisonnière de Weinsberg ont trouvé des lecteurs chez nous. Le sujet était tellement intéressant, que personne ne trouvait étrange qu'on en parlât dans une revue encyclopédique.

Lukács le traita sérieusement et à fond, et son ar-



tielle pourrait être encore lu aujourd'hui avec beaucoup d'intérêt.

Les théories du droit pénal répondaient à un besoin plus grand.

La génération actuelle qui a été témoin de la création du nouveau code pénal, ne peut pas se figurer par combien de phases ce travail a passé, jusqu'à ce qu'il ait pu être exécuté.

Il était déjà à l'ordre du jour dans le Parlement de 1790-91. Il a donc fallu quatre-vingt-dix ans pour mener à terme cette réforme.

La faute en est à nos anciens hommes d'Etat qui passaient leur temps à discuter sans pouvoir se mettre d'accord et faire aboutir la question.

L'article de Lukács a donc eu pour but de préparer par la voie littéraire la solution de cette réforme importante, en répandant des idées pratiques, et en orientant les gens du métier. Le but a été atteint, et cet opuscule pourrait encore être lu aujourd'hui, non sans fruit.

D'un autre côté, l'apparition du *Pesti Hirlap* en 1841, a opéré un grand mouvement dans notre vie publique encore restreinte alors.

Par suite de différends survenus entre le rédacteur en chef et l'éditeur, Szalay prit la direction du journal en 1843. Le *Pesti Hirlap* était devenu le drapeau des nouvelles idées; Eötvös et moi avons assuré le nouveau rédacteur que nous le seconderions de toutes nos forces et que nous collaborerions à sa feuille. Cependant Lukács se retirait; il n'approuvait ni les doc-

trines, ni les procédés du journal. Nos rapports sympathiques n'en furent nullement altérés. Mon ami sut employer d'autres moyens pour appuyer les tendances de réforme du parti libéral, car l'opposition de cette époque était toute libérale.

A partir de 1840, surtout pendant la session du Parlement de 1843-44, la presse allemande, et en première ligne l'*Augsburger Allgemeine Zeitung*, avait chez nous beaucoup d'abonnés et encore plus de lecteurs.

Ce journal attaquait continuellement la Hongrie et l'accusait, comme nous le lui entendons répéter encore aujourd'hui, de vouloir opprimer les Allemands et les diverses nationalités établies chez nous; il trouvait encore que les tendances du parti réformateur n'étaient pas justifiées, que ses aspirations étaient impossibles à réaliser, que notre constitution n'était qu'une chimère, en un mot, que le meilleur sort pour les Hongrois était de se laisser gouverner par Vienne. Les plus fortes attaques nous venaient de la chancellerie de l'Etat. Là se trouvaient des hommes persuadés qu'ils ne pouvaient jamais se tromper, qu'ils possédaient un jugement infaillible, jusqu'au moment où le réveil est arrivé, où l'Autriche-Hongrie qu'ils soutenaient s'est vue ébranlée à tel point par le vent révolutionnaire, qu'il ne s'est plus trouvé personne qui voulût se charger de la défendre.

Lukács entreprit de répondre à toutes ces attaques, de renseigner l'étranger sur la véritable situation de la Hongrie et sur ses aspirations. Il était capable de remplir ce rôle. La connaissance parfaite qu'il avait de la



langue allemande lui permettait de riposter vigoureusement aux attaques de nos ennemis et de réfuter leurs arguments perfides. Dans ce temps nous étudions l'allemand, sans pour cela négliger le hongrois ; ce n'était pas comme aujourd'hui, où l'on rencontre des gens qui s'enorgueillissent en quelque sorte de ne pas savoir l'allemand.

Il possédait une instruction suffisante ; il savait s'orienter dans toutes les situations de notre pays et connaissait toutes nos questions politiques et sociales.

Il n'avait pas de parti-pris. Tout en approuvant les actes de l'opposition, il sut au besoin les critiquer quand ils lui paraissaient injustes ; cependant il le fit toujours avec courtoisie et n'oublia jamais les règles de l'urbanité qu'un écrivain doit observer.

Je suis convaincu qu'on peut lire encore aujourd'hui avec plaisir et avec profit les articles de Lukács. Je souhaiterais qu'ils fussent traduits en hongrois, pour que ceux qui se plaisent à critiquer continuellement la Hongrie d'aujourd'hui, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays que ceux qui ne savent parler que de notre barbarie et de notre démoralisation, que ceux qui dans leur ignorance dépeignent la Hongrie d'avant 1848 comme un pays où l'économie, la politique, les lettres et les sciences florissaient, que tous ceux-là apprennent combien l'état des choses était primitif chez nous avant 1848, et quel développement il a pris depuis cette époque.

Tandis que la jeune génération s'efforçait de progresser sous la conduite de Széchenyi et de Deák, ou

sous l'inspiration de Kossuth, nous étions surpris en 1848 par la révolution française et par ses conséquences.

L'impression générale que ces événements ont produite, les opinions qu'ils ont soulevées, se sont manifestées, autant que j'ai pu l'observer, de trois manières différentes.

Il s'est trouvé des hommes qui ont subi l'influence de ces changements introduits dans la féodalité, qui ont appris avec résignation, mais sans sympathie, la nouvelle de ces événements; ceux-là se trouvaient à leur aise au milieu des ruines dont la constitution d'avant 1848 était formée, et ils étaient persuadés que cet état de choses durerait.

Ils se consolèrent en pensant que toutes ces innovations seraient éphémères, et qu'elles disparaîtraient aussi vite qu'elles avaient été créées.

D'autres ont été assez naïfs pour ne voir qu'un côté de la chose; ils ont cru que le jour de la liberté était arrivé pour les peuples, et que désormais on pourrait jouir sans peine des bienfaits qu'elle apportait. Les gens inexpérimentés dont se composent cette classe, firent du bruit, et, c'est de cette façon que certains éléments, qui en temps ordinaire restent cachés, arrivèrent à la surface.

Beaucoup d'entre eux oubliaient qu'ordinairement les grands résultats ne s'obtiennent pas sans de grands sacrifices.

La troisième classe comprenait les hommes sérieux qui acceptèrent la révolution comme un fait accompli;



ils examinèrent si l'on ne pourrait pas résoudre les questions politiques par des réformes pacifiques ; ils ne tardèrent pas à se convaincre que cette solution serait impossible en Hongrie, et que le pays était destiné, même dans les conditions les plus avantageuses, à soutenir de grandes luttes ; ils virent que la réforme des institutions ne s'opérerait qu'au prix de grands efforts, et qu'il fallait se mettre à ce travail avec beaucoup de sérieux et de modération, car il était de toute nécessité de résoudre les questions pendantes entre la Hongrie et l'Autriche.

Tout bon patriote devait désormais déployer tout son zèle pour sauver l'Etat et la société en danger.

C'est à ces hommes qu'appartenait Maurice Lukács.

Lorsque le premier ministère hongrois eût été formé, Gabriel Klausal, ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce, et dont on n'apprécie pas encore suffisamment les talents et le mérite, proposa à Lukács d'entrer dans le ministère comme secrétaire avec le rang et le traitement d'un conseiller.

Le premier mouvement de Lukács fut de refuser, faisant valoir comme considérations la maladie de sa mère, l'état de sa propre santé, et faisant entendre finalement qu'il ne se sentait pas les aptitudes nécessaires pour remplir un poste aussi distingué. Ses amis, cependant, qui occupaient tous des emplois dans le gouvernement, finirent par le persuader. Lukács accepta donc ce poste de confiance dans un moment si grave. Il le remplit non-seulement en bon patriote, mais il sut encore agir dans l'intérêt public, car il n'avait rien en

lui de ce qui caractérise le bourgeois qui ne songe qu'à ses intérêts et à sa commodité. Tout le monde savait du reste que cet honnête homme prendrait sa tâche au sérieux.

A cette époque, j'entrai moi-même comme sous-secretaire au ministère et j'y restai depuis le mois d'avril jusqu'au mois de septembre 1848. J'eus donc des rapports continuels avec Lukács, et je fus à même de l'apprécier. C'était un employé exact, consciencieux, actif, poli et aimable avec tout le monde. Il travaillait vite et bien; et si les événements de 1849 n'étaient pas survenus, et que la Hongrie eût pu se développer sur les bases de 1848, Maurice Lukács serait certainement devenu un fonctionnaire des plus distingués, car il aurait su non-seulement traiter les affaires et les mener à bonne fin, il aurait encore étudié à fond toutes les questions du pays et de l'étranger du ressort de son département.

Un bon fonctionnaire doit connaître parfaitement tout ce qui se rapporte à la division dans laquelle il travaille; il doit savoir utiliser ses connaissances rapidement, dans une forme précise et dans un style clair.

La carrière bureaucratique de Lukács ne fut cependant pas de longue durée. Mais avant qu'elle ne fût terminée, que le premier ministère, cessant de fonctionner, n'eût pas de successeur, et qu'après la catastrophe du 28 j'eus donné ma démission, Lukács continua ses fonctions comme chef du ministère jusqu'à l'entrée de Windischgrätz, et il représenta aussi au sein



du comité de la Défense nationale le ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce.

Lukács nous donne une relation intéressante de cette époque dans quelques fragments de ses mémoires. Quand la mort lui eut enlevé sa mère en 1851, événement qui lui causa une douleur profonde, ne trouvant pas d'occupation qui lui convînt, il émigra à son tour, et voyagea pendant quelques années dans les pays occidentaux de l'Europe. Il revint en Hongrie et y passa les années 1860 et 1861, sans jouer aucun rôle. Il avoue lui-même dans ses mémoires que nous avons mentionnés plus haut, qu'il regrettait beaucoup de n'avoir pas été élu au Parlement de 1861. Je me rappelle fort bien avoir longuement discuté avec lui à ce propos. Plusieurs de ses amis intimes lui avaient conseillé de poser sa candidature, l'assurant qu'il serait certainement élu quelque part; mais, comme il ne fit jamais connaître clairement son dessein à ce sujet, et qu'il évita au contraire tout contact avec les électeurs, son élection n'eut pas lieu.

En 1862, une nouvelle vie commence pour Lukács; il se marie, bien que jusqu'alors il eût paru éloigné du mariage. Il y aurait lieu de faire ici une étude fort intéressante de psychologie; je m'en abstiendrai, faute de connaître suffisamment tous les secrets de cette union.

Comme sa femme était malade, Lukács fut obligé de nouveau de quitter sa patrie et d'aller chercher un climat plus doux pour celle qu'il aimait.

Tous les soins furent inutiles; la mort ne tarda pas

à lui enlever son épouse. Lukács, l'âme brisée et le corps débile, traîna son existence tantôt à l'étranger, tantôt en Hongrie; il ne vivait plus que par le passé.

Il avait eu l'intention d'écrire ses mémoires; à ce qu'il semble, il n'en fit qu'une esquisse en forme d'avant-propos qui parut dans le «Szegedi Árvizkönyv».

Avant de terminer, je dois parler de l'activité littéraire que déploya Lukács d'autre part.

On rendra compte ailleurs de ses travaux sur les belles-lettres. Je ne veux que citer rapidement ici les articles qu'il a publiés dans l'ancienne revue scientifique et dans la nouvelle revue de Budapest.

Vers 1840, il fit paraître d'après Guizot une étude sur la nouvelle bourgeoisie.

Son étude sur l'époque transitoire entre la société ancienne, principalement entre la société romaine et le nouveau monde chrétien, roman et germanique, est très intéressante.

Il traita ce sujet avec clarté et profondeur; et, dans l'édition complète de ses œuvres qui, nous l'espérons, ne tardera pas à paraître, cette étude est destinée à frapper le plus l'attention des lecteurs.

Son étude sur les origines et l'authenticité de l'histoire romaine, qui parut dans la Revue de Budapest, dirigée par Csengery, n'offre pas un moindre intérêt. Il paraît que Lukács séjourna à plusieurs reprises et assez longtemps à Rome. Imitant en cela l'exemple de Gibbon et d'Ampère, il y étudia sérieusement les ouvrages concernant l'histoire romaine; aussi, fait-il



preuve dans son essai d'une grande pénétration et d'une érudition remarquable.

Il y critique les opinions des anciens historiens, aussi bien que celles de Niebuhr, de Schwegler, de Lewis et de Macaulay; il ne tranche jamais la question d'une manière positive, ce qui est propre à son caractère; il nous dit, par exemple: «Quant à la question ci-dessus, si l'on me demande lequel des deux auteurs a raison, je répondrai sans hésiter: — Tous les deux et personne».

Toutefois il ne tarde pas à prouver son opinion personnelle par des arguments.

Lukács écrivait cette étude en 1858.

Je ne connais pas suffisamment les idées de la nouvelle génération hongroise sur la vie des Romains; je ne sais pas si elle y voit des demi-dieux, des héros, des êtres surnaturels; pour nous, nous avons encore appris l'histoire romaine dans ce sens.

L'histoire moderne nous prouve que les Romains étaient des hommes ordinaires, possédant un esprit pratique, capables d'exécuter de grandes choses, sachant s'assimiler des peuples puissants. Grâce à leur vertu et à leur modération, ils purent entreprendre tout ce qu'ils croyaient devoir servir leurs intérêts; mais, dans la suite, leur nature trop portée au matérialisme leur fit commettre des fautes et des crimes sans nombre; ils tombèrent dans la décadence et se trouvèrent incapables de défendre le monde ancien contre l'invasion des barbares et contre la religion nouvelle qui s'étendait de plus en plus.

L'étude de Lukács fit son apparition fort à propos ; aujourd'hui encore, elle n'est pas vieillie.

En 1860, Lukács prononça à l'Académie l'éloge d'Auguste de Gérando. L'homme distingué dont il célébrait la mémoire était un Français, appartenant à une famille noble et connue, et qui, grâce à son talent et à ses connaissances, aurait pu occuper un rang élevé dans la société française. M. de Gérando était venu vers 1840 en Hongrie pour étudier notre pays, apprendre notre langue, connaître nos institutions et s'identifier en quelque sorte avec la nation hongroise. Il écrivit dans l'intérêt de la Hongrie une œuvre profonde et pleine d'enthousiasme. C'était vraiment une nature noble !

Aussi comprendra-t-on que le discours prononcé en son honneur fût empreint de la plus vive sympathie en même temps qu'il respirait la plus sincère émotion.

Lukács terminait son éloge par ces mots :

«Un écrivain hongrois, quel que soit son talent, et dans quelque perfection qu'il possède les langues étrangères, ne pourra jamais remplir dignement la place de notre regretté défunt, car nos ennemis suspecteront toujours la bonne foi de ses paroles, de ses pensées et de ses arguments ; ils chercheront toujours à en amoindrir la valeur en l'accusant d'écrire sous l'empire de l'intérêt, avec un esprit préoccupé et partial. La nation seule peut fermer la bouche à ses calomniateurs, ou, du moins, elle peut briser l'aiguillon de la calomnie, en réfutant une à une des accusations sans fond, si nous nous élevons au rang des premières nations par



un patriotisme à toute épreuve, par des sacrifices moraux et matériels, par la dignité de nos actions sous tous les rapports, par le développement de toutes nos facultés, par la culture des sciences et des arts, et, ce qui est encore plus important, si, dans les situations les plus difficiles et les plus séduisantes, comme le poète l'a si bien dit : « que le sort te bénisse ou te frappe », nous restons fidèles à nous-mêmes et à notre honneur.

Le 27 mai 1861, Lukács faisait encore à l'Académie l'éloge du comte Ladislas Teleki.

Cet éloge est remarquable, non-seulement au point de vue de l'éloquence, mais surtout parce qu'il est un miroir fidèle de l'histoire de cette époque.

Lukács avait été dès sa jeunesse l'ami et le confident de Ladislas Teleki, bien que leurs caractères fussent complètement différents ; mais Lukács était justement de ceux qui savent comprendre et concevoir les caractères opposés. Le sort tragique de Ladislas Teleki toucha aussi ceux qui n'étaient pas aussi intimes avec lui. Revenir après un long exil, vivre pendant des mois dans une lutte continuelle avec soi-même et avec le monde, et se fracasser enfin la tête d'une balle, voilà certes un sort déplorable !

Nous tous, qui étions députés en 1861, n'oublierons jamais le jour où, réunis dans la Chambre des députés et croyant entendre le discours fameux de François Deák, on vint nous annoncer la terrible nouvelle du suicide de Teleki.

L'impression que cet événement nous produisit et

qui s'empara du pays tout entier, ne cessa même pas alors que Lukács, six mois après, vint à la chaire de l'Académie, décrire, en psychologue éminent, le caractère de Teleki et les causes de son suicide.

Maurice Lukács est mort l'année dernière, au mois de décembre. Outre que sa santé était déjà ébranlée depuis longtemps, il s'était formé sur ses yeux une cataracte qui l'empêchait de voir et de s'occuper de ses travaux favoris. Pour lui la mort était un bienfait. Elle le délivrait de ses douleurs et des amertumes de la vie; elle le réunissait à ceux qu'il avait le plus aimés et qui l'avaient précédé dans la tombe, le laissant seul ici-bas!

Lukács nous a laissé un testament qui prouve qu'il était un homme de bien, intelligent, humain, faisant grand cas des intérêts intellectuels, homme plein d'enthousiasme et qui, dans le sens le plus strict du mot, était un véritable gentilhomme.

Ce testament est instructif sous plus d'un rapport. Il vient contredire l'opinion générale que la ruine de la *gentry* est imminente chez nous, car Lukács, qui appartenait à cette classe de la société, non-seulement n'a pas perdu sa fortune, mais l'a, au contraire, augmentée.

Ce testament nous est un exemple que, dans un pays où il règne un intérêt général, un homme qui a de la fortune et qui est sans famille ne doit pas oublier les institutions publiques, comme nous en avons été témoins dans ces derniers temps, où des personnes ri-



ches et sans famille sont mortes sans songer à leur pays, pas plus en parole qu'en action.

Un pays qui possède des hommes comme Maurice Lukács, n'est ni démoralisé, ni corrompu.

La jeunesse, dont le principal devoir est de travailler et de s'instruire, devra suivre son exemple, et la Hongrie vivra pour la joie de ses enfants et de ses amis, comme pour la confusion de ses ennemis.







MIGNET ET SES OEUVRES

PAR AUGUSTE TRÉFORT





La science n'a pas de patrie; elle est la propriété commune de tout l'univers. Ses adeptes ne sont pas divisés par les frontières des Etats, et ils s'entendent en dépit de la différence de leur langue. Ils sont citoyens dans l'empire des idées; ils forment une grande société intellectuelle; les lois qui la régissent dépendent des lois éternelles de l'esprit humain; leur zèle est stimulé par les mêmes aspirations; leurs efforts tendent au même but, qui est de découvrir la vérité, et l'on peut dire que le patriotisme de la civilisation les enflamme.

C'est ainsi que s'exprimait Mignet, le 5 mai 1845, à l'Institut des sciences morales et politiques de France.

Notre Académie a senti et pensé ainsi, lorsqu'elle a ait entrer dans son sein des savants et des écrivains étrangers.

Le 24 mars de l'année dernière, la mort nous a enlevé un de nos membres étrangers les plus distingués: François Mignet, célèbre historien et brillant écrivain français.

Je vais parler de ses œuvres, et mon discours sera en même temps un éloge à sa mémoire, comme il nous en a donné lui-même l'exemple dans plusieurs

discours de ce genre. C'est, en effet, une manière plus digne de célébrer la mémoire du défunt en faisant une revue de ses travaux et en en indiquant la portée.

I

François Mignet est né en 1796 dans le midi de la France. Après avoir achevé ses études, il songea, comme tout jeune Français qui veut faire sa carrière, à se rendre à Paris. Il trouva d'abord à s'engager dans la presse quotidienne; plus tard, il fonda avec Armand Carrel et Thiers le *National*. Mais son talent, le but plus élevé de son ambition, et le peu de goût qu'il avait pour la carrière politique, le désignaient comme historien.

Son premier ouvrage est l'*Histoire de la Révolution française de 1789 jusqu'à 1814*. Ce titre nous montre déjà que, selon l'opinion de Mignet, la révolution ne fut terminée que par la chute de l'Empire, et non par le coup d'Etat de Bonaparte.

Cette œuvre fixa la position et l'autorité de Mignet; on la lit aujourd'hui comme au temps où elle fut publiée pour la première fois, il y a soixante ans. La quatorzième édition a paru en 1883.

On peut faire une critique de cet ouvrage sous deux points de vue, eu égard à la forme et au contenu: le point de vue politique et le point de vue littéraire.

Mignet a été le premier historien qui nous ait présenté un tableau systématique de la révolution française.

Dans un cadre plus étroit que celui que Thiers et



quelques autres écrivains ont adopté plus tard, il nous rapporte les faits qui se sont passés, depuis l'ouverture des Etats-généraux jusqu'à la chute de Napoléon, dans un ensemble d'un style simple et clair, d'une concision harmonieuse et, avec une perfection que, seuls, les écrivains français savent atteindre dans leurs œuvres historiques, comme dans les romans, les drames, de courts essais ou des articles de journaux.

Dans les remarques que Mignet fait sur les événements, dans les réflexions qu'il joint au récit, quand il critique les faits, il est, malgré sa jeunesse, toujours modéré et fin. Mais l'esprit de l'œuvre n'est pas en harmonie avec ces qualités. Cet esprit est révolutionnaire; à plusieurs égards, fataliste.

Deux considérations le feront reconnaître. Le livre poursuivait un but politique contre le gouvernement de Charles X et ses tendances réactionnaires ou plutôt contre-révolutionnaires qui se rapprochaient de plus en plus de l'ancien régime. L'effet qu'il produisit ne pouvait être autre que révolutionnaire. Destinée étrange des hommes! Les révolutions font naître les contre-révolutions, et celles-ci ramènent aux révolutions.

Quand Mignet écrivit son livre, il n'avait pas à sa disposition tous les matériaux que nous possédons aujourd'hui et qui placent la révolution dans son vrai jour. *L'ancien régime* de Tocqueville, les œuvres de Taine, de Mortimer, de Ternaux, du professeur Schmidt n'étaient pas encore écrites, et les sources mêmes où ces derniers ont puisé n'étaient pas encore ouvertes. En outre certaines raisons d'Etat et doctrines politi-

ques, dont on a reconnu le vide depuis, étaient alors généralement acceptées. C'est ainsi que Mignet est devenu le véritable créateur de la *Légende révolutionnaire*, dont Thiers s'est servi plus tard et qui a corrompu l'imagination, faussé le jugement à tant d'hommes, soit en France, soit à l'étranger.

Si Mignet et Thiers avaient écrit l'histoire de la première révolution après la révolution de juillet, ils l'auraient certainement traitée tout autrement, et s'ils l'avaient écrite après 1848, ils se seraient encore plus éloignés de l'esprit et des idées d'avant 1830.

Mon opinion actuelle est appuyée par les discours de Mignet, dont une grande partie parle des hommes qui ont joué un rôle dans la première révolution, ou qui, plus tard, ont eu une certaine influence dans les questions politiques et économiques.

Mignet modifie sensiblement dans ses éloges ce qu'il avait écrit dans son premier ouvrage.

On s'est souvent demandé si la première révolution française était nécessaire, si elle avait été salutaire; si l'on n'aurait pu l'éviter et arriver aux mêmes résultats par d'autres moyens.

A ce sujet, on peut remarquer que les retards que l'on met à introduire des réformes produisent les révolutions, et sont la cause d'une rupture complète au lieu d'être une solution.

La Révolution française date de la convocation des Etats généraux qui s'est faite, non pour mener à la révolution, mais pour introduire une réforme dans l'Etat. Il était impossible de reculer la convocation de



cette assemblée, car l'Etat et la société étaient tellement vieillis, et avaient tellement gaspillé toutes choses, qu'on ne pouvait trouver un autre moyen de salut; et la seule chose qu'ont ait eu à déplorer alors, c'est que les Etats généraux n'aient pas été convoqués plus tôt. Malgré ce retard, cependant, personne ne songeait à une révolution; on attendait les réformes devenues une impérieuse nécessité.

Si nous voulons examiner les résultats que les événements, qui ont commencé par la convocation de l'assemblée pour se terminer en 1814, ont produits, on verra qu'ils ont été grands et salutaires.

Combien se trouvait changée en 1814 la situation de l'Etat et de la société dans l'Europe occidentale, comparée à celle d'avant la Révolution!

Quelles que soient les opinions des pessimistes, il faut reconnaître qu'un grand progrès s'est fait entre notre état actuel et celui d'il y a 50 ans. La vie est plus libre, plus humaine, plus civilisée, plus agréable. Les hommes sont meilleurs, parce qu'ils sont devenus plus humains et plus justes.

On n'en doit pas conclure que les principes des révolutionnaires fussent justes et que les actions de ceux qui n'ont pas toujours poursuivi un noble but, mais qui, pour arriver à des utopies impossibles ont employé les moyens les plus inhumains, soient pardonnables et légales; nous pouvons dire, au contraire, que les cerveaux malades et les âmes corrompues ont commis des fautes qui resteront éternellement la honte de l'humanité.

Les théories des jacobins, reproduites par la commune de Paris en 1871, sont une des plus grandes erreurs de l'esprit humain et le «nec plus ultra» de la corruption des âmes.

C'est un mensonge historique que de prétendre que la terreur a sauvé la France de l'invasion; c'est justement le contraire qui est prouvé.

Plusieurs causes ont empêché l'assemblée nationale de 1789 de réussir.

La première est qu'elle fut convoquée sans plan et sans avoir de chef; la seconde est, qu'à l'exception de 20 à 25 députés, les membres de l'assemblée n'avaient aucune idée de la vie politique, de l'organisation parlementaire, de sorte que les étrangers qui jugeaient la situation impartialement, comme par exemple Morris, ambassadeur de la République américaine, ont prédit dès le commencement, que l'assemblée ferait naître une révolution terrible. Telle était aussi l'opinion de Mirabeau qui, malgré ses défauts et ses faiblesses, fut après Napoléon l'homme le plus remarquable et le plus grand génie de la Révolution.

Mais la principale cause fut que, dès la convocation des Etats généraux, les rênes échappèrent aux mains du roi et du gouvernement. Ce fut alors une anarchie générale.

Chaque village commença en petit la Révolution, en cessant de payer les impôts et en poursuivant les propriétaires nobles; les habitants des campagnes incendièrent les châteaux et se livrèrent au pillage.

A Paris le tribunal populaire commença son œuvre



par la prise de la Bastille, par le meurtre et le pillage. C'est sur de tels éléments que s'appuyaient ceux qui voulaient introduire en France une forme constitutionnelle et la liberté.

Et que faisait l'assemblée nationale pendant ce temps ?

Elle s'occupait des théories du droit humain et les discutait. Elle prouvait par là qu'elle était incapable de comprendre sa tâche et de la mener à bonne fin.

Au lieu de suivre l'exemple des Anglais et de prendre en main le gouvernement, elle décida qu'aucun de ses membres ne pourrait occuper un emploi, ce qui était dirigé principalement contre Mirabeau.

La nuit fameuse du 4 août, qui brille également par sa générosité et par sa légèreté, commit une grande faute; elle ruina d'un coup les propriétaires fonciers. Nous pourrions en dire autant de la constitution civile du clergé. Elle était superflue sous cette forme, car tout ce qu'elle renfermait de pratique aurait pu être atteint par des moyens réguliers, comme par exemple, la nouvelle division des diocèses. Le roi de France et son gouvernement avaient les mêmes droits envers l'Eglise que, chez nous, le roi apostolique et son gouvernement.

La constitution civile du clergé, ayant établi une solidarité entre le clergé et les émigrants, a causé la plus grande perturbation. L'influence de cette mesure s'est fait sentir jusqu'à nos jours; c'est elle qui est la cause de la situation dans laquelle le clergé français se trouve vis-à-vis de l'Etat. La littérature du XVIII<sup>e</sup> siècle, dont les tendances étaient directement anti-chrétiennes s'en-

racina tellement dans l'âme et l'imagination des hommes, qu'ils perdirent le sentiment de la religion et de l'Eglise; ils n'étaient pas capable de comprendre quelle force l'Eglise et la religion formaient dans l'Etat.

On se conduisit aussi avec injustice envers les émigrants. Ces hommes malheureux ne pouvaient faire autrement que d'émigrer puisqu'il leur était impossible de rester dans leur pays.

La situation ne changea pour eux que lorsqu'il s'allièrent à l'ennemi extérieur, pour prendre les armes contre leur patrie.

L'assemblée ayant désorganisé l'Eglise avec ses idées abstraites, se conduisit de même pour l'armée.

Une des causes des malheureux événements qui se produisirent plus tard, se trouve aussi dans la décision que prit l'assemblée nationale, qu'aucun de ses membres ne pourrait être élu dans le futur corps législatif.

Les membres de l'assemblée constitutionnelle apprirent beaucoup et eurent lieu d'acquérir une grande expérience pendant ces deux années.

Des citoyens comme Barnave, Duport, Lameth, qui étaient au paravant des révolutionnaires sans pratique, sont devenus des hommes politiques sérieux; cependant, par suite du décret précédent, tous ceux qui avaient du talent et de l'expérience en politique se voyaient exclus de l'assemblée législative.

Celle-ci se composait de visionnaires, d'avocats sans cause, de médecins sans clients, de pamphlétaires, d'écrivains de troisième ordre et de toutes sortes de nul-



lités qui croyaient, comme Condorcet, qu'on pouvait traiter les hommes comme des chiffres, gouverner les Etats d'après le «contrat social» de Rousseau, et donner une éducation aux citoyens d'après «Emile».

Comme on voulut appliquer ces théories pour rendre l'humanité heureuse, l'ébranlement augmenta de jour en jour, et l'anarchie la plus abjecte, qui ne trouve sa pareille que dans l'inquisition espagnole, put régner en toute sécurité.

Mais comme toujours, la terreur a dévoré tous ceux qui l'ont préparée sans y penser, aussi bien que ceux qui l'ont exercée comme des fous.

Après ces événements, le 9 Thermidor fut un jour heureux pour l'humanité; bien que nous reconnaissons que les héros de ce jour aient agi poussés par un mobile puissant: la peur, qui transforme souvent les lâches en héros. L'anarchie n'existait plus, mais la société restait encore pour quelque temps entre la terreur et des mœurs plus sociales.

La révolution finie, ceux qui voulaient la restauration se levèrent.

La situation des esprits était telle, qu'un coup d'Etat se trouvait possible, sinon nécessaire, car tout le monde craignait que si le roi et les émigrés rentraient, la vengeance ne vint à remplacer la terreur.

Une grande question se pose encore: Etais-il absolument nécessaire que Bonaparte se fit couronner empereur? N'aurait-on pas pu sans cela clore l'ère de la Révolution avec plus de stabilité!

Il est certain que la soif de l'empire dont souffrait

le grand général, comme nous le voyons déjà clairement aujourd'hui, n'a en rien affaibli les éléments révolutionnaires qui bouillonnent et fermentent continuellement dans le cœur du peuple français.

## II

La Révolution française étant l'enfant de la Renaissance et de la réforme, nous montre un lien étroit avec les événements qui ont découlé de ces deux grands mouvements.

L'historien de la Révolution française, — je ne sais, si c'est par une conception dont il avait connaissance, ou par un penchant personnel — s'est occupé par instinct des événements de la Renaissance et de la réforme. Il a écrit l'histoire des querelles de Charles-Quint et de François I<sup>er</sup>, le séjour et la mort de Charles-Quint à Saint-Just; il a traité un épisode très-intéressant de l'époque de Philippe II, sous le titre: « Don Antonio Perez et Philippe II ». L'histoire de Marie Stuart entre dans le même cercle d'événements et d'idées; on peut en dire autant de l'ouvrage de Mignet sur la guerre de la succession au trône d'Espagne.

J'estime qu'il aurait été très-avantageux pour Mignet de commencer par écrire ces ouvrages, et de terminer sa carrière d'écrivain par l'histoire de la Révolution française.

Quant à la forme des ouvrages de Mignet on y trouve une grande ressemblance. Ils ont le trait com-



mun de l'impartialité, ce qui est toujours une qualité chez l'historien, pourvu qu'il n'en abuse pas, sans quoi l'ouvrage perd sa couleur, et une indifférence morale s'y fait remarquer.

De même que dans sa « Révolution française », l'auteur a considéré tout, même la terreur, comme indispensable, de même, dans tout ce qu'il a écrit plus tard, il a traité toutes les bassesses du XVI<sup>e</sup> siècle comme une conséquence nécessaire, et comme des faits hors du cercle des conceptions humaines.

Si nous transportons cette idée sur l'individu et sur ses actions, la justice, la morale et l'honneur se perdent, et la banqueroute complète de la vie sociale doit fatalement arriver.

Les luttes de François I<sup>er</sup> contre Charles-Quint, commencent par la bataille de Marignan pour finir par la paix de Cambrai en 1515.

Il est difficile de dire quelles en furent les causes et à quel degré les intérêts particuliers ont été en discord avec ceux de l'Etat.

Il est évident que la question du pouvoir a été le motif principal de cette lutte qui s'est terminée à l'avantage de Charles-Quint et de la monarchie espagnole, mais aux dépens de l'Italie.

Pour comprendre le sentiment qui anime les Italiens d'aujourd'hui quand ils voient l'indépendance de leur pays, il faut lire l'histoire de cette guerre, sans y ajouter les événements d'autres époques; il faut voir de quelle façon les Espagnols, les Français et les Allemands ont traité l'Italie; il faut lire combien les pa-

pes et les petits souverains ou plutôt les tyrans italiens qui, selon leur intérêt personnel ou celui de leur famille, se sont alliés à tel ou tel ennemi, ont augmenté les souffrances du pays. Il n'y a pas de bassesses, de vexations, ni de maux que ce malheureux pays n'ait éprouvés.

Il est intéressant de voir quel contraste existe entre les deux principaux chefs de cette lutte. François I était beau, fort, et adroit dans tous les exercices du corps : il avait de l'ambition, de l'esprit, du goût pour les lettres et surtout pour les arts. Bien que sa morale fût frivole, il ne manquait pas d'un certain sérieux. En un mot, c'était un brillant chevalier.

Charles-Quint, au contraire, n'était ni beau, ni fort, mais il était plus sérieux et plus énergique. Ayant une nature sentimentale, il ne pouvait résister aux femmes. Il aimait à boire et à faire bonne chère ; toute sa manière d'être revêtait une forme extérieure de religion.

La fortune fut favorable à Charles-Quint. Sa puissance et son bonheur se montrent surtout dans ces deux faits : il retint prisonniers le pape et le roi de France, et les eut à sa discrétion.

Les idées sur le patriotisme, les coutumes politiques, la morale et le droit de propriété qui sont contenues dans l'histoire du connétable de Bourbon, sont bien caractéristiques pour cette époque. Le connétable parent du roi abandonne sa patrie et se range du côté de ses ennemis ; il lutte comme général du prince le plus catholique, il s'empare de Rome ; il y meurt, son



armée occupe, saccage la ville et fait le pape prisonnier. Pendant huit jours, une soldatesque effrénée se livre au pillage et commet toutes sortes d'excès; les femmes, les filles, les religieuses sont déshonorées. C'est de cette façon que le premier champion de l'Eglise catholique traite le pape et la ville éternelle!

L'ouvrage dans lequel Mignet parle de l'abdication de Charles-Quint, de sa vie au couvent et de sa mort, est très intéressant.

Que le plus puissant souverain du monde vienne à abdiquer après tant de succès et de bonheur, pour se retirer du monde et pour finir ses jours dans un couvent, c'est là un secret psychologique qu'on a essayé d'expliquer de toutes les manières. D'aucuns ont prétendu que c'était une maladie qu'il avait héritée de sa mère; d'autres ont attribué cette décision à une faiblesse d'esprit ou à une maladie du corps. Il est certain que plusieurs causes y ont contribué.

Beaucoup prétendent qu'il s'est repenti de s'être retiré; Mignet n'est pas de cette opinion. Il nous raconte en détail combien Charles-Quint s'est intéressé à tous les événements politiques jusqu'à sa mort, et les conseils qu'il ne cessa de donner à son fils.

Comme il était profondément catholique, l'hérésie en Espagne l'irrita beaucoup, d'autant plus qu'elle s'était répandue chez des personnes qui jouissaient de sa faveur.

Il y avait beaucoup de protestants à Valladolid et à Séville. Charles fit tout son possible pour les anéantir. Les lettres qu'il écrivit à ce sujet font preuve d'une

passion sauvage, comme si elles venaient de Robespierre ou de Saint-Juste. Les actes de l'inquisition ont été vraiment terribles ; l'on peut dire que les démagogues et les révolutionnaires français ont emprunté aux rois d'Espagne leurs théories de gouvernement.

### III

Mignet a un ouvrage qu'on pourrait nommer le désert historique littéraire. Cet ouvrage porte le titre d'«Antonio Perez et Philippe II». L'histoire du XVI<sup>me</sup> siècle contient à peine un épisode plus caractéristique que l'affaire d'Antonio Perez. Il a l'intérêt du roman et le caractère sérieux de l'histoire.

La conduite de Philippe dans cette affaire nous montre les côtés les plus infâmes de la nature humaine et de la corruption de l'époque.

Antonio Perez était le ministre en qui le roi avait le plus de confiance. Sur l'ordre de son souverain, il fit tuer un autre ministre envoyé en Hollande près de Don Juan. Lorsqu'on soupçonna Perez d'avoir commis le meurtre, le roi le livra à la justice, le fit mettre à la torture et enfin condamner à mort. Il dépouilla sa femme et ses enfants de leurs biens, les condamna à la prison pour jusqu'à la fin de leurs jours, et fit tout son possible pour que Perez, qui avait réussi à prendre la fuite, fut tué à l'étranger par des sicaires.

Il n'y a pas de fait qui nous montre mieux le caractère bas du roi, dans lequel se réunissent le fana-



tisme féroce, la soif de la vengeance et la corruption de l'âme, que cette persécution qui nous rappelle vivement Robespierre.

Le sort d'une province et la destruction de sa liberté coïncident particulièrement avec la destinée d'un homme. Parmi les constitutions féodales du moyen-âge, il n'y en a pas une qui ait assuré autant de liberté aux nobles que celle de l'Aragon. Le serment du roi est connu. La justice était complètement indépendante du souverain.

Perez s'étant échappé de sa prison de Madrid, se mit sous la protection de la justice de la province d'Aragon. Les magistrats de la cour royale ayant accusé Perez d'être hérétique, athée, on décida, après une lutte passionnée entre l'inquisition et le tribunal ordinaire, de le soumettre à l'inquisition.

Mais le peuple prenant le parti de l'accusé, le délivra, et Perez put se réfugier en France.

Les révoltes organisées à Saragosse en faveur de Perez furent cause qu'on abolit la constitution de l'Aragon.

Le roi envoya une armée dans cette province qui ne put pas résister. Après la défaite, les condamnations commencèrent. Les nobles furent exterminés, et lorsque le pouvoir civil eut fourni assez de victimes à la vengeance du roi, ce fut au tour de l'inquisition de commencer ses persécutions.

Soixante-dix-neuf citoyens périrent sur l'échafaud. Perez fut condamné par contumace.

Il vécut dès lors comme aventurier politique, tantôt

en France, tantôt en Angleterre, et ne retourna pas en Espagne même après la mort de Philippe II.

Je regrette de ne pouvoir parler plus longtemps de cet ouvrage intéressant; j'en conclus seulement que l'anarchie n'est une invention ni française, ni démocratique.

D'ailleurs il faut la condamner, quelle qu'en soit l'origine, car elle ne peut avoir que de funestes conséquences.

#### IV

Plusieurs poètes et historiens ont traité la vie de Marie Stuart. Elle est sous un certain point de vue romanesque et prosaïque.

Il serait mieux d'intituler le livre de Mignet: «L'histoire de la rivalité de Marie Stuart et d'Elisabeth d'Angleterre»; car, derrière les personnes se cachent de grands principes et d'importants intérêts.

Il s'agissait surtout d'une lutte entre le catholicisme et le protestantisme, entre l'union de l'Angleterre et l'indépendance de l'Ecosse, entre le pouvoir absolu et le régime constitutionnel.

Elisabeth étant plus intelligente, plus adroite, eut aussi plus de chance. Elle fut victorieuse, tandis que Marie Stuart vit sa chute. Le triomphe d'Elisabeth n'a pas fait de mal à l'humanité; mais nous ne pouvons pas dire que sa conduite fut juste et digne, car elle couronna sa victoire par la mort de sa rivale.

Ce fut un précédent pour exécuter Charles I<sup>er</sup>, roi



d'Angleterre, comme pour mener Louis XVI à la guilotine.

Quiconque ne connaît que les principaux ouvrages de Mignet, ne peut pas se faire une idée de son grand talent comme écrivain.

Il faut lire les études et les mémoires qu'il a écrits depuis 1840 jusqu'à 1877. Il se trouve à peine une époque, un pays ou une science, dont il n'ait parlé à l'occasion.

Ses ouvrages se font remarquer par un style pur et clair, par des idées profondes et une critique sérieuse. Il serait à désirer que les Hongrois en possédassent une traduction, sinon complète, au moins partielle.

Mignet n'a pas écrit seulement sur les savants et les écrivains français, il s'est aussi occupé des Anglais, des Allemands et des Américains. Sa plus belle étude est celle qu'il a fait sur Hallam. En quelques pages il y résume l'histoire de la constitution anglaise, traite avec un sentiment profond les événements tragiques de la vie de cet écrivain. Je renonce avec regret à faire connaître cette étude, le temps dont je dispose ne me le permettant pas.

Mignet a une place marquée et durable dans la littérature française; je recommande vivement ses œuvres au public hongrois.

Tout le monde connaît le proverbe: «l'histoire est l'école de la vie», mais c'est une de ces phrases qu'on entend souvent; c'est un de ces mensonges de convention qui ont cours, car il y a peu de gens qui suivent les conseils de l'histoire.

Cependant l'étude de l'histoire offre un avantage ; car, celui qui connaît le passé est ordinairement plus juste quand il juge le présent.

Sous ce rapport l'histoire de la Révolution française, d'après les sources où Mignet n'a pu puiser qu'en partie, mais qui aujourd'hui sont tout ouvertes aux écrivains modernes, peut exercer une bonne et saine influence sur les idées du public hongrois.





# ELOGE DE M. THIERS

PAR AUGUSTE TRÉFORT





Si dans la carrière d'un homme, de grandes idées se rencontrent avec de grands événements, s'il y trouve un terrain pour la lutte comme pour l'action, qu'il soit tantôt favorisé, tantôt persécuté par le sort, au point d'être obligé de lutter dans la pratique contre les principes et les doctrines qu'il avait adoptés en théorie, et que, près du succès extérieur, apparaisse un côté tragique, une telle carrière, étant aussi instructive pour le philosophe que pour l'homme d'Etat, mérite assurément d'être prise pour sujet d'un discours académique.

Ce sujet n'offrira certainement pas un moindre intérêt que les prouesses d'un héros du moyen-âge d'une importance douteuse, ou que l'étude d'un vieux document qui, sans perte pour l'humanité, aurait pu rester inconnu.

Nous sommes d'autant plus autorisés à retracer cette existence, qu'il s'agit ici de Thiers, l'homme d'Etat français qui, de nos jours, a été appelé à de si grandes choses, l'orateur et l'historien qui, à ce dernier titre, appartenait à notre Académie comme membre correspondant.

I

De même que Mignet son ami, Thiers était du Midi de la France. Il naquit à Marseille le 18 avril 1797. Comme Mignet, il chercha à Paris le moyen de faire valoir son talent et ses capacités, et il y parvint. Il se fit journaliste, écrivit sur les questions intérieures et extérieures, et sut bientôt se faire remarquer de Talleyrand par ses articles spirituels.

Outre les articles qu'il publiait dans les journaux, il traita d'autres sujets plus importants; par exemple, son étude sur Law et ses opérations, et une autre sur le droit de propriété. Mais ce n'est qu'après avoir écrit l'*Histoire de la Révolution française* en dix volumes, qu'il posa la pierre fondamentale de sa carrière politique. Je ne répéterai pas ce que j'ai dit dernièrement ici sur la Révolution dans mon éloge de Mignet; Je ne veux traiter que des ouvrages historiques de Thiers.

L'ouvrage eut un grand succès, car il répondait à l'opinion dominante, qui était la conséquence du courant réactionnaire auquel la Restauration s'était de plus en plus livrée, en refoulant les souvenirs de l'Empire et les souffrances de la Révolution.

Ce livre contient une analyse détaillée de la légende révolutionnaire, et ce sont justement ces détails qui font la valeur de l'œuvre. La situation économique, les assignats, la misère, les tentatives d'organisation, le récit détaillé des campagnes de la République, tout cela



est décrit dans Thiers avec compétence et clarté, et donne à son œuvre une valeur durable.

L'auteur nous présente les événements qui suivirent le 9 thermidor, les actes du Directoire, l'expédition d'Egypte de telle manière, que le lecteur est convaincu d'avance de la nécessité du coup d'Etat, et reconnaît qu'il n'y avait qu'un héros comme Napoléon Bonaparte qui fût digne de l'exécuter pour le salut de la France.

De nos jours on est d'opinion fort opposée sur ce grand ouvrage de Thiers. Il rencontre des admirateurs comme des critiques sévères. Pour l'apprécier à sa valeur, il faut rester dans un juste milieu. Quiconque veut étudier tout particulièrement la grande Révolution, trouvera toujours profit à le lire, quoique, pour certains détails, les travaux du professeur Schmidt soient plus instructifs. Le lecteur ordinaire, au contraire, ne pourra se faire une idée bien exacte de la Révolution, car il y trouvera plus de la légende que de la véritable histoire. Ce que j'ai dit de Mignet à ce sujet peut aussi servir d'excuse à Thiers.

L'«histoire du Consulat et de l'Empire» n'est que la suite de son premier ouvrage: cette œuvre a eu un succès extraordinaire, car le charme que la figure de l'Empereur exerce généralement sur l'imagination, se retrouve dans le livre.

Le récit commence au 18 brumaire au moment où Bonaparte, par la supériorité de son esprit, s'empare du pouvoir suprême. Maintenant il n'est plus question de la liberté, mais il s'agit seulement de l'ordre qu'il faut rétablir et maintenir d'une main ferme. Qui ne

reconnaissait sur ce terrain les institutions du premier Consul ?

Il conduisit les troupes de victoire en victoire, succès qui, outre le génie militaire du chef, doit être attribué à la vaillance de ses soldats comme à l'inhabileté de ses ennemis : il organisa l'administration et les finances ; il créa le Code civil et le Concordat, qui sont généralement regardés comme ses deux principaux ouvrages.

On doit pourtant convenir qu'à l'exemple du monde, M. Thiers ébloui par l'éclat de la gloire de son héros, lui attribue exclusivement tous les succès ; car, de même que toute affaire perdue a besoin d'un bouc émissaire, de même tout l'honneur de la réussite revient uniquement au favori de la fortune, tandis que cent autres talents y ont contribué.

Par le Concordat, Bonaparte rétablit la religion et l'Eglise ; il se réconcilia avec Rome, et mit fin aux tendances hostiles du XVIII<sup>e</sup> siècle contre le christianisme, tout en sachant réserver les droits de l'Etat vis-à-vis de l'Eglise.

Les négociations que Bonaparte dirigea personnellement avec Consalvi nous offrent un spécimen admirable de diplomatie entre l'Etat et le Vatican. Il est difficile de dire qui des deux a déployé le plus de finesse en cette occasion. Il est constant que depuis les guerres de la Réforme, jamais prince n'a fait autant pour l'Eglise romaine, que ce soit dans un but politique ou religieux, que Napoléon.

Lorsqu'il revenait sur ce sujet à Sainte-Hélène, il di-



sait que, d'après les tendances qui se manifestaient alors dans l'esprit de la nation, on aurait plus facilement pu rendre la France protestante que de restaurer l'église catholique; c'est ce qu'il avait fait remarquer sérieusement à Consalvi; et, si la chose était arrivée ainsi, le protestantisme aurait sans nul doute gagné du terrain en Italie même.

Thiers décrit tous ces actes du premier Consul avec sa vivacité et sa clarté ordinaires, tout en conservant pour son héros une admiration sans partage.

Cependant ces travaux pacifiques n'étaient pas de nature à contenter le premier Consul, devenu bientôt l'empereur Napoléon. Il voulait régner, mais pas sur la France seule; son ambition ne connaissait pas de bornes. Ce n'était pas assez que l'Allemagne et l'Italie fussent devenues ses vassales; le pouvoir temporel du pape devait être anéanti, la puissance de l'Angleterre brisée, la péninsule ibérique absorbée, la Russie humiliée et vaincue. La domination du monde était l'idéal qu'il rêvait et qui excitait sans relâche son ambition.

C'est là que se montre son véritable caractère dans toute sa nudité, nature de despote, comme nous en voyons seulement dans les époques les plus dégénérées de Rome. Il avait perdu tout respect du droit des individus comme de celui des nations. Il en tenait si peu compte, qu'il était toujours prêt à faire expier ses propres fautes à ceux qui ne pouvaient exécuter les choses impossibles dont il les chargeait. La rancune mortelle qu'il garda, entre autres, à l'amiral Villeneuve,

et sa conduite envers le général Drouot nous le prouvent suffisamment.

La folie impériale s'était tout à fait emparée de lui, comme le montre sa conduite envers l'Espagne, et encore plus son entreprise contre la Russie. Cette campagne de Russie est le comble des misères humaines.

Le colonel Fezensac qui y prit part, rapporte que des 2500 hommes qu'il commandait, 50 à peine ont revu leur patrie.

Si nous passons en revue les actes de Napoléon Bonaparte, les bons comme les mauvais, ce qu'il y a de grand en lui comme ce qu'il y a de petit, son génie, ses coups de théâtre, son cynisme sans bornes, l'amabilité qu'il savait prendre quelquefois et qui charmait tout le monde, mais surtout son peu de scrupule à employer tout moyen capable de le faire parvenir au but, nous verrons en lui la personification du «Prince» de Machiavel.

D'ailleurs, comme il n'était pas Français d'origine, il resta toujours Italien par son tempérament et son caractère, ayant beaucoup de ressemblance avec les principales figures de la renaissance italienne.

En dehors de ses campagnes meurtrières et qui flétrissent tout droit humain, rien ne caractérise autant cet homme, que le célèbre décret de Berlin (1806) par lequel il déclarait le blocus continental, afin d'anéantir l'Angleterre. Après la bataille de Jéna, il imposa à la Prusse une contribution de guerre de 159 millions de francs, ordonnant en outre que toute marchandise de provenance anglaise se trouvant dans les ports de l'Al-



Allemagne du nord fût confisquée au profit de l'armée. Cette saisie, qui ruinait tout le commerce de l'Allemagne septentrionale, ne fut que le prélude du décret de Berlin qui fermait le continent aux marchandises anglaises, y compris celles provenant des colonies.

A côté des confiscations et des vexations qui furent la conséquence de ce système, il est curieux de voir avec quel aveuglement Napoléon croyait, par ce moyen, devenir le maître du continent et être en état d'appliquer ce procédé tyrannique et injuste, tandis que toute la France et les hommes sensés de l'armée prédisaient que les campagnes d'Espagne et de Russie ne pouvaient avoir qu'une issue funeste.

Toute l'Europe comprit que la puissance d'un tel homme devait être anéantie. Les conséquences d'une telle résolution furent les campagnes de 1813, 1814 et 1815, la bataille de Leipzig, la prise de Paris, Waterloo, l'île d'Elbe et Sainte-Hélène.

Il n'est rien qui concoure plus à la gloire de l'Angleterre, que l'énergie qu'elle a déployée avec tant de succès pour détruire la puissance de Napoléon.

C'est un intéressant problème de psychologie que Thiers, l'homme d'Etat libéral, avec son esprit pratique, ait pu se faire, je ne dis pas l'historien, mais le panégyriste sans restriction du premier Empire. Car, il n'en faut pas douter, il est devenu par son histoire un des promoteurs du culte napoléonien et de la légende impériale.

Son admiration pour la gloire de la France, qui finit pourtant par de si grandes défaites, sa prédilection

pour l'art militaire et les ouvrages qui en traitent, ne pouvaient cependant seules entraîner l'auteur si loin.

Je suis d'avis que Thiers s'est laissé emporter par son zèle pour la dynastie de Juillet et la constitution nouvelle. A l'intérieur il les jugeait suffisamment protégées par les canons et un régime sévère, mais il croyait aussi nécessaire de leur procurer du prestige à l'étranger, comme le prouve sa politique d'Orient. Pour arriver à ce but, il dut réveiller l'enthousiasme de la nation pour la gloire napoléonienne, et forcer le roi à une entreprise belliqueuse.

Cependant il dépassa le but, car tous ses efforts ne servirent qu'au rétablissement du second Empire, qui commença par le mettre en prison pour l'exiler ensuite.

L'œuvre historique de Thiers se compose de vingt volumes; et, comme ils ne parurent que l'un après l'autre, ils eurent un nombre immense de lecteurs. De nos jours on se déciderait difficilement à parcourir ces 20 volumes.

Et pourtant, il y a des pages brillantes dans cet ouvrage. Si la description détaillée des batailles est quelquefois fatigante, on y trouve fort souvent des passages pleins de vie et de mouvement dramatique.

Les détails qu'il nous donne sur l'administration, les négociations diplomatiques, les grandes scènes qu'il nous présente, tout cela doit être lu par celui qui veut étudier et connaître à fond cette époque. Mais pour le gros du public, c'est un livre rayé de l'ordre du jour. Je ne doute pas que l'ouvrage de Lanfrey sur Napoléon ne trouve plus de lecteurs.



Le livre de Thiers, et plus encore l'époque qu'il y a décrite, renferme une grande leçon. On y voit, avant tout, combien grande a dû être l'horreur du peuple français pour l'anarchie et le règne de la terreur de la Révolution, pour qu'il ait non-seulement subi le joug de Napoléon, mais qu'il l'ait même acclamé.

On y apprend encore à apprécier la valeur du régime constitutionnel, car ce n'est que sous un gouvernement absolu, qu'il peut se produire une aussi longue suite de guerres et surtout cette campagne de Russie, où la jeunesse française a été conduite par masses à une destruction certaine. Enfin on y reconnaît la caducité du système de gouvernement des anciennes monarchies, qui seul facilita à Napoléon ses succès sur tous les peuples du continent. Ceci est confirmé par l'exemple opposé de l'Angleterre, la seule nation libre qui ait su résister au tyran.

## II

Autant que je l'apprécie, Thiers fut plus grand comme orateur que comme publiciste. Ceux qui l'ont entendu discuter, assurent qu'avec une taille fort désavantageuse, et malgré une voix perçante et peu sympathique, il a toujours su captiver l'attention de l'auditoire. C'est surtout par sa manière d'analyser clairement et avec concision la question qui se trouvait justement à l'ordre de jour, par les détails qu'il savait grouper avec une grande habileté, et en éclairant le tout d'un feu d'arti-

fice d'aperçus spirituels et profonds, qu'il a obtenu tous ses succès. Dans ses discours il ne s'écarte jamais du sujet en question. Son éloquence n'était pas factice, car s'il élevait jamais la voix, ce n'était pas précisément pour faire de belles périodes, mais c'était surtout et toujours pour faire prévaloir un avis bien arrêté. Et, s'il est vrai que «le style c'est l'homme», on peut dire de même en parlant de M. Thiers orateur, que «le discours c'est l'homme»

Ces discours ont été publiés en quinze volumes. Ils comprennent la période qui s'étend de 1830 à 1874, qui est l'année où M. Thiers monta pour la dernière fois à la Tribune afin d'y développer ses arguments en faveur des fortifications de Paris. A mon avis, ces quinze volumes lui érigent un monument littéraire infiniment plus durable que tous ses travaux historiques.

Quand on se trouve emporté par le tourbillon des affaires, il est rare que l'on ait assez de temps pour les parcourir. Mais un homme politique encore jeune, dont la tâche consiste surtout à s'instruire et à observer, avant de jouer un rôle, y pourrait puiser une instruction bien précieuse. Il y a peu de questions que M. Thiers n'ait traitées pendant sa longue carrière. Questions de finances, de commerce, de douane, d'administration intérieure, affaires étrangères, armée, industrie, agriculture, aussi bien que les sciences et l'instruction publique, on y trouve de tout. Celui qui en ferait sa lecture, pourrait y acquérir des notions justes sur une époque très remarquable de l'histoire de France, en temps de guerre, comme en temps de paix; époque



remplie de révolutions alternatives. Il pourrait y apprendre ce qu'il doit suivre et ce qu'il doit éviter pour être un orateur habile; il y trouverait la décence parlementaire; comment on peut attaquer avec véhémence, sans pourtant dépasser les bornes de l'urbanité; comment on peut appartenir à un parti très-avancé, sans perdre un instant de vue le bien public et celui de la patrie. Il y verrait l'exemple d'une force morale à toute épreuve: vertu que Thiers a toujours possédée au même degré sur les bancs de l'opposition, comme au pouvoir; qualité dont les célébrités de nos jours sont fort souvent dépourvues. Si M. Thiers a des défauts comme orateur, c'est peut-être la prolixité avec laquelle il aime à développer des détails connus de tout le monde.

Par contre, il est d'une habileté incomparable dans les luttes parlementaires. Il l'a montré pour la première fois à l'âge de 30 ans; et, depuis ce temps jusqu'à la fin de sa carrière en 1874, c'est-à-dire 44 années plus tard, il ne se trouvait encore ni affaibli, ni épuisé.

Son premier discours à la Chambre se rapporte au mode de voter le budget; il y fait voir la différence, qu'il y a à voter un budget en bloc ou par chapitres.

En 1834, nous le trouvons discutant sur le droit d'association et à propos de l'indemnité américaine. Le discours qu'il fit en 1836 sur l'éventualité d'une alliance anglo-française est admiré généralement comme un chef d'œuvre d'éloquence parlementaire.

Le discours qu'il prononça en 1831 sur le Sénat, et

qui a même été traduit en hongrois depuis, fut très-remarqué. Lui, le bourgeois, s'y déclare ouvertement pour la pairie héréditaire. Il ne pensait certainement guère en ce moment à l'anomalie qu'il y avait de créer à côté de pairs héréditaires, des pairs élus par des collèges électoraux convoqués tout spécialement dans ce but, et dont le résultat probable n'aurait été que de donner le jour à une caste nouvelle. Son discours sur l'instruction publique fut tout un événement. Il est un peu long mais très-instructif. En voici un passage fort intéressant : « L'instruction secondaire forme ce » qu'on appelle les classes éclairées d'une nation. Or, » si les classes éclairées ne sont pas la nation tout » entière, elles la caractérisent. Leurs vices, leurs qua- » lités, leurs penchants, bons ou mauvais, sont bientôt » ceux de la nation tout entière ; elles font le peuple » lui-même par la contagion de leurs idées et de leurs » sentiments. »

Il parle de la liberté de l'instruction publique, expose en quelques traits l'histoire de cette instruction en France, et se prononce avec énergie en faveur des études classiques, les langues grecque et latine, tout en faisant ressortir délicatement la beauté et la simplicité touchante de l'antiquité.

« Dans un siècle positif et un peu vulgaire, comme » le nôtre, dit-il, qui, lorsqu'il sort un instant des in- » térêts matériels, ne cherche dans les arts que des » couleurs fausses et outrées, éloigner l'enfance de ces » sources du beau antique, du beau simple, ne serait- » ce pas précipiter notre abaissement moral ? Laissons



» Messieurs, laissons l'enfance dans l'antiquité, comme  
» dans un asyle calme, paisible et sain, destiné à la  
» conserver fraîche et pure. Le temps du monde réel,  
» des intérêts positifs, arrivera toujours assez tôt; ne  
» le hâtons pas par l'éducation.»

Voici ce qu'il dit en finissant son discours :

« Assurément, il n'y a pas aujourd'hui grand mérite  
» d'esprit, pas grande profondeur de vue à reconnaître  
» que la religion est un des grands besoins de la société  
» humaine. Les plus vulgaires intelligences le savent  
» et le proclament comme les plus hautes. Mais il faut  
» mettre sa force d'esprit, sa force de caractère, à dis-  
» cerner, à maintenir la vraie limite des choses, à ne  
» pas céder aux entraînements du jour, à ne pas se  
» jeter tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, à n'être pas  
» tour à tour incrédules et méprisants pour la religion,  
» comme à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ou religieux jusqu'à  
» proscrire les études philosophiques, comme on paraît  
» vouloir l'être aujourd'hui. Messieurs, il faut savoir se  
» fixer, s'arrêter dans des idées saines, justes, et y per-  
» sévérer. Le grand Bossuet sut être tout à la fois fi-  
» dèle à l'unité catholique et indépendant. Tandis que  
» d'une main il défendait l'Eglise romaine contre les  
» réformes, de l'autre il lui opposait les libertés de l'E-  
» glise gallicane. Suivons l'exemple de cet esprit aussi  
» admirable par sa grandeur que par sa justesse; of-  
» frons à l'Eglise ce qui lui est dû, et ce que, depuis  
» quinze ans, on ne lui a jamais refusé. Mais si elle  
» pouvait être injuste, si elle voulait méconnaître les  
» limites des pouvoirs, sachons lui opposer les lois, les

» principes de notre Révolution, qui ne sont, sous ce  
» rapport, que ceux de l'ancienne monarchie.»

C'est ainsi que parlait Thiers en 1844. Les discours qu'il prononça dans le courant de l'année révolutionnaire de 1848 sont fort cités, notamment ceux qui se rapportent à l'instruction publique et surtout à la liberté de l'instruction.

Nous les recommandons principalement à ceux, qui mécontents de l'état actuel des choses dans notre pays, aspirent à des réformes plus efficaces.

Le 17 novembre 1851, Thiers se fit entendre pour la dernière fois sous l'ère de la république de '48. C'était encore une lance de brisée en faveur de la République et de la liberté ; mais Louis Bonaparte sortit vainqueur de l'urne.

Survient le coup d'Etat du 2 décembre ; Thiers se croit obligé de garder le silence. Redevenu député en 1863, il prend une part active aux débats engagés sur la dette flottante.

Cette période d'activité législative dure jusqu'en 1870. Dans cette dernière année, Thiers nous apparaît comme le modèle du patriote courageux et de l'homme d'Etat plein de prudence.

Mais les aventuriers politiques n'aiment pas à entendre les conseils de la sagesse.

Au milieu de l'aveuglement général, ils décident la guerre sans connaître mieux la situation de la France que les ressources de l'ennemi ; ils se bercent de l'espoir trompeur d'aller faire un tour à Berlin ! En vain Thiers proteste et révèle le danger, sa voix que



étouffée par l'empereur encore plus aventureux est son entourage! . . . . La troisième République est faite.

Ce discours du 15 juillet est une action héroïque d'impérissable mémoire; il mérite d'être lu rien que pour son caractère dramatique. (Discours d'Adolphe Thiers, XII<sup>e</sup> volume).

Après Sedan, l'empire tombe. On est obligé de convoquer l'assemblée nationale. Thiers est élu dans 27 départements.

Alors commence une période nouvelle qui termine aussi la carrière politique de cet homme d'Etat.

Les discours de cette époque forment trois grands volumes. Ils ont trait aux affaires étrangères, aux finances et aux différentes formes de gouvernement. L'avant-dernier, qui date du 24 mai 1873 — le dernier qu'il prononça en qualité de Président de la République, — parle de la nécessité du régime républicain, comme de l'impossibilité de la monarchie.

C'est un modèle d'esprit pratique en fait de politique, un modèle d'éloquence et de force morale. Comme il contient 48 pages, je dois renoncer à en faire même une analyse; je me bornerai à en citer la fin.

Dans le courant des débats, le duc de Broglie ayant eu l'intention d'offenser M. Thiers et de le tourner en ridicule en lui témoignant sa compassion, ce dernier apostropha son interlocuteur en ces termes :

« Je remercie l'orateur de ses sentiments compatissants. (Rires à gauche.) Qu'il me permette de lui

» rendre la pareille, et de lui dire aussi que, moi, je  
» le plains. De majorité, il n'en aura pas plus que  
» nous; mais il sera un protégé aussi, je vais lui dire  
» de qui — d'un protecteur que l'ancien duc de Bro-  
» glie aurait repoussé avec horreur; il sera le protégé  
» de l'Empire! »

Mais j'estime que M. Thiers qui a rendu de si grands services à la France après les événements de 1870, et qui a combattu avec tant d'énergie, si ce n'est avec succès, les éléments anarchiques du pays, est supérieur comme homme d'Etat à l'écrivain et à l'orateur.

Son rôle politique commença en 1830, par la part qu'il prit au renversement des Bourbons.

En récompense de ses services, il fut élu député, bientôt après, nommé secrétaire d'Etat, puis ministre. Dans cette position, il eut sans cesse à combattre les principes et les doctrines qu'il avait professés comme historien de la Révolution. Il consacra tous ses efforts à maintenir l'ordre, à relever le prestige de la France au dehors, et surtout à restreindre le pouvoir personnel du roi, conformément à la maxime qu'il proclamait: «Le roi règne, mais ne gouverne pas». M. Thiers savait dès le commencement que la constitution avait besoin de réformes, et qu'en particulier le soi-disant «Pays légal» devait être étendu; mais tant qu'il demeura lui-même au pouvoir, il négligea d'accomplir ces réformes, et dans les huit dernières années du gouvernement de juillet, alors qu'il siégeait aux bancs de l'opposition, il lui fut impossible d'y parvenir.

Le gouvernement de Juillet succomba au mois de



février de l'année 1848. Au dernier moment, alors qu'il était déjà «trop tard», le roi offrit de nouveau le pouvoir à M. Thiers, sans toutefois, même dans cette extrémité, reconnaître l'état véritable des choses: *fata viam inveniunt*.

Des jours de trouble suivirent, accompagnés d'attentats révolutionnaires et de révoltes désespérées, jusqu'à ce qu'enfin Cavaignac eût pu triompher de l'anarchie dans les journées de juin.

On s'est souvent demandé quel avantage la révolution de février avait eu pour la France?

Quiconque sent et comprend la vie politique et sociale des peuples, doit se dire que la Révolution de février était un événement funeste pour la France. Mais, cette fois, la révolution ne se restreignit pas à la France seule, elle entraîna dans son mouvement l'Italie, l'Allemagne, la monarchie autrichienne et notre propre pays.

Il se pose encore une autre question: Que serions-nous devenus sans les événements de 1848?

Chez nous, la réforme s'opéra par des moyens légaux, car depuis 1790, et surtout depuis 1825, tous les patriotes sensés s'étaient efforcés d'amener une solution des questions pendantes. Chez nous, la réforme ne fut ni improvisée, ni l'ouvrage d'un seul, mais elle fut le couronnement d'un travail d'un demi-siècle.

Seulement, nous avons commis deux fautes, qui sont devenues plus tard la source de tous nos malheurs:

Nous avons manqué de prudence pour résoudre les questions relatives à la dette de l'Etat, ainsi que pour

déterminer celles des affaires communes; car, ce qui a été possible en 1867, aurait déjà pu se faire auparavant.

Avec l'année 1848, s'ouvre pour M. Thiers une période dans laquelle, à part une lourde faute, personne n'a combattu avec plus de courage, d'habileté et de sagesse politique que lui pour les intérêts vitaux de l'Etat et de la société.

Le maintien de la seconde République, après les journées de juin, avait montré de combien d'éléments conservateurs et modérés la France pouvait disposer, quand la force morale de la nation se réveillait et reprenait le dessus. Mais l'élection du président eut lieu; et, dans ce cas, ce furent l'engouement et l'ignorance de l'état des choses qui posèrent le fondement de tous les malheurs qui devaient arriver. Le fanatisme de l'ordre, funeste comme tous les fanatismes, entraîna même des hommes tels que Thiers et Montalembert à contribuer à l'élévation du prince Napoléon à la présidence.

La légende impériale dont M. Thiers est un des créateurs, remporta une victoire que la France, et avec elle M. Thiers, devait si chèrement expier. La présidence se termina par le coup d'Etat du Deux-Décembre.

Napoléon ne se souvenant nullement que M. Thiers était l'historien et le glorificateur du premier empire, le fit jeter en prison, puis l'exila. Revenu de son exil, il eut le temps de continuer l'histoire de Napoléon I<sup>er</sup> et de se consacrer à des études historiques sur l'art.

Cependant Napoléon III, après avoir expérimenté



quelque temps le système des nationalités, se mit à essayer de la constitution, et M. Thiers entra de nouveau au corps législatif. Il n'y fit aucune opposition factieuse, car, lui aussi, pour employer les nobles paroles de François Deák, «il aimait encore plus sa patrie qu'il ne détestait ses ennemis». Il employa tous ses efforts — et on le voit dans ses discours admirables — à imprimer aux affaires une marche modérée et à faire maintenir la paix, car il était persuadé qu'une guerre avec l'Allemagne amènerait la chute de l'empire et serait le triomphe de la politique socialiste dont la France souffre encore aujourd'hui.

Ses prédictions se sont accomplies. La France a éprouvé de grands revers et traversé une révolution de la commune.

Il était réservé à M. Thiers de réduire la commune, de conclure le traité de Francfort et enfin de délivrer son pays de l'occupation étrangère.

C'est le moment le plus brillant de sa carrière politique; il réorganise l'État, et, après s'être convaincu que la monarchie était désormais impossible en France, il cherche à fonder la République sur les éléments conservateurs et à lui donner de la solidité. Si ses efforts sont restés sans succès, l'avenir nous montrera cependant qu'il avait raison. Les partis monarchiques s'allièrent aux radicaux, et M. Thiers fut forcé de donner sa démission.

Rentré dans la vie privée, il continua à suivre avec la plus grande attention la marche des événements,

jusqu'à ce que la mort vint le frapper en 1876, à l'âge de quatre-vingts ans.

La fin de ce grand homme d'Etat n'a pas été tragique, quoique toute sa vie ait eu ce caractère dramatique : qu'il dût continuellement combattre dans la pratique les doctrines qu'il avait professées autrefois.

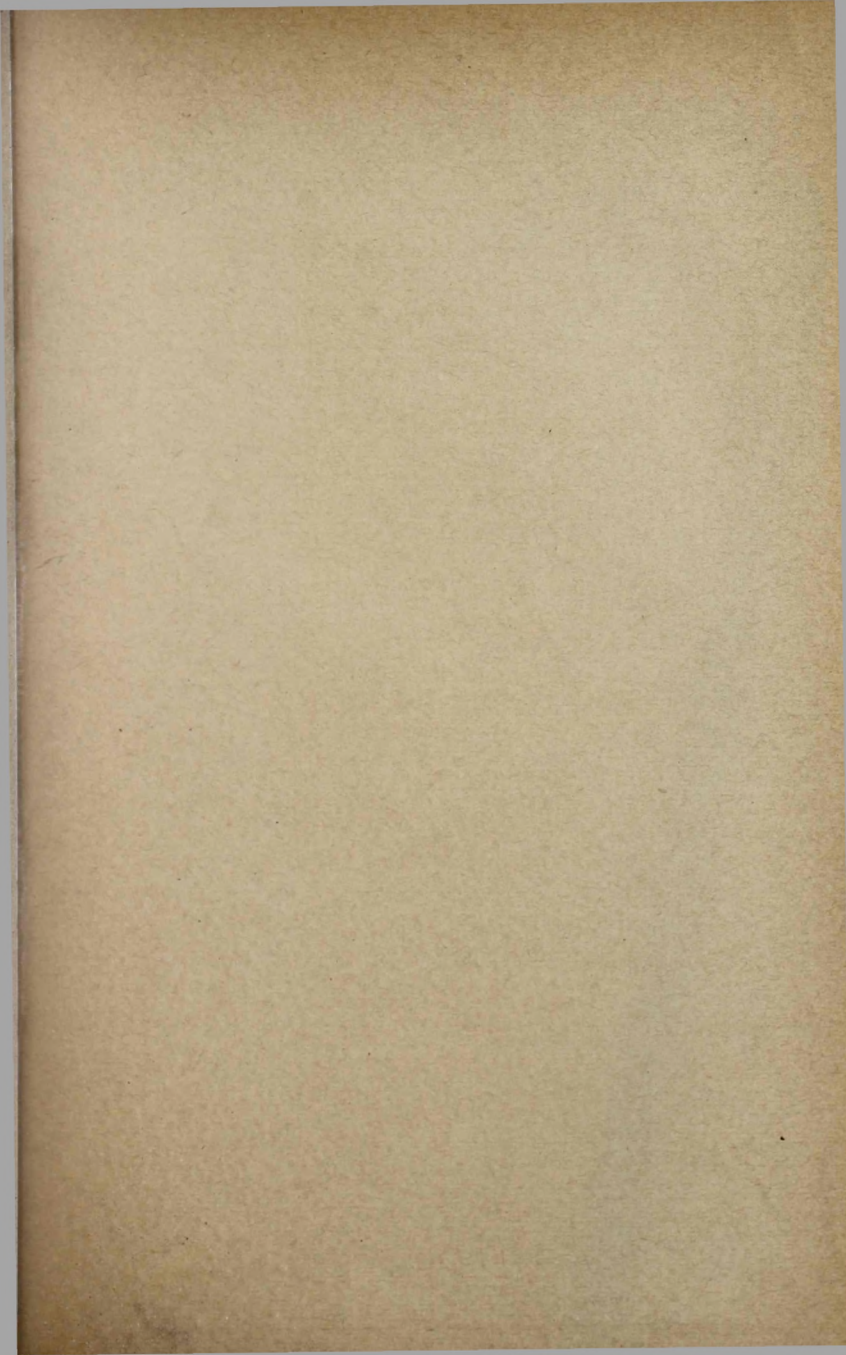
Sous le gouvernement de Juillet, il eut à lutter contre les idées révolutionnaires ; après 48, contre le pouvoir impérial qu'il avait glorifié jadis ; après 1870, il se vit forcé de bombarder les fortifications de Paris à l'élévation desquelles il avait le plus contribué ; et, enfin, il se trouva dans la nécessité, comme président de la République, d'inaugurer le gouvernement personnel du chef de l'Etat, qu'il avait condamné sous Louis-Philippe.

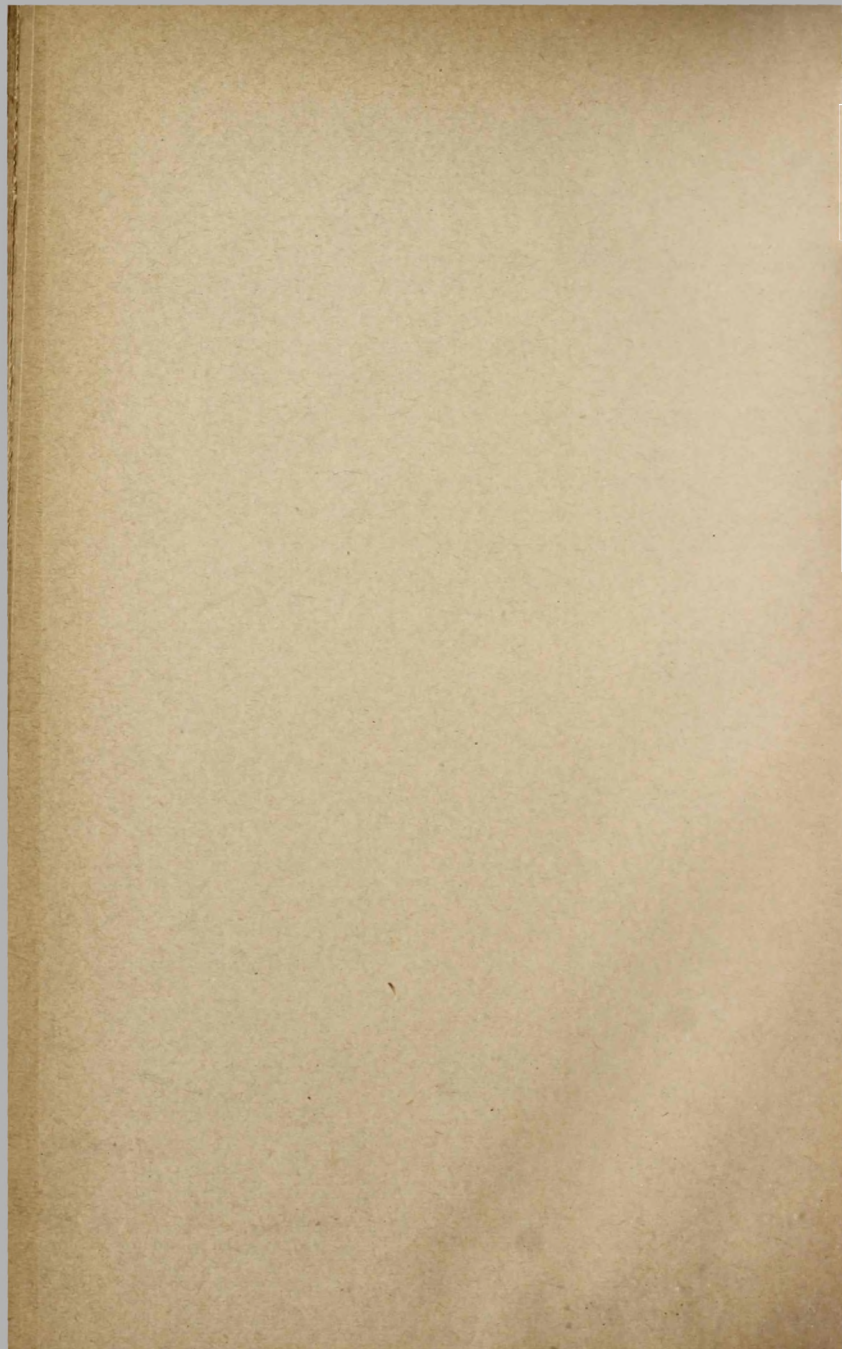
M. Thiers, malgré ses erreurs et ses faiblesses, a laissé un grand nom à la postérité. Ce nom ne fera que grandir avec le temps, car l'histoire le justifiera.

La France ne deviendra-t-elle pas, par suite de troubles ou d'épuisement, la proie de la dictature, — et je ne crois pas que le futur dictateur soit un Bourbon ou un Bonaparte, mais un homme dont le nom est encore inconnu, — alors elle gardera la forme républicaine basée sur les éléments conservateurs, telle que la voulait M. Thiers : *Fata viam invenient*.

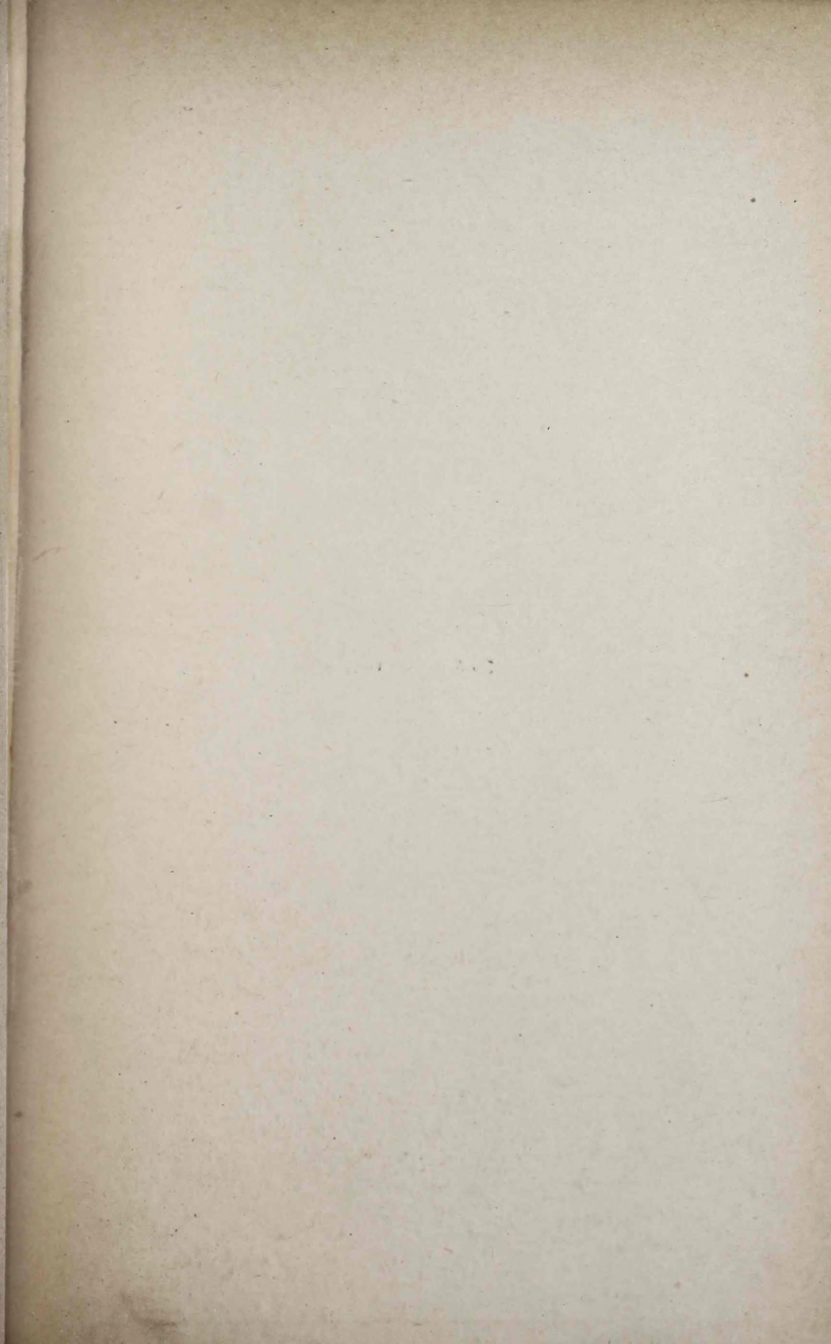












**PRIX : 40 kr.**

Imprimerie de la Société Pallas.